

La « petite rentrée » : à la recherche de 2,4 milliards

FÉDÉRAL Les experts se mettent à la recherche d'une solution pour boucler le budget

► Les travaux budgétaires reprennent ce mardi.

► Les experts vont baliser le travail.

► Premier conseil des ministres (électronique) ce vendredi. La vraie rentrée, ce sera le 26.

Une bonne partie de la Belgique a encore les doigts de pied en éventail, mais les ministres du gouvernement fédéral vont, eux, commencer à rentrer au pays et défaire leurs valises. Pas de choc thermique en vue, la rentrée se fera crescendo. Un premier Conseil des ministres électronique ce vendredi (pas besoin de se trouver dans le Royaume, donc), suivi d'un « vrai » premier Conseil le 26. La petite rentrée, donc, avant la grande. Mais dès ce mardi, des groupes d'experts vont se réunir pour tenter de dégager les pistes devant per-

mettre d'équilibrer les budgets 2016 et 2017, le premier gros dossier (hors la sécurité) à l'agenda de la suédoise. Montant total de l'effort : 2,4 milliards, dont 1,3 pour équilibrer les comptes 2016.

Pourquoi équilibrer le budget 2016 alors qu'on est déjà en août ? Parce que l'épure a dérapé. À la fin du mois de juillet, le

comité de monitoring, le groupe d'experts du gouvernement, a identifié le déficit de 1,3 milliard. En cause, des estimations hautement optimistes des rentrées fiscales. Le différentiel atteint 760 millions sur la fiscalité. Le solde s'explique par des transferts aux régions qui ont été mal évalués. Telle était en tout cas la lecture des experts du comité de monitoring, qui ont comptabilisé le dérapage. Pour la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), le trou était bien peu prévisible pour le gouvernement : « *Ce différentiel s'explique par deux grands points : le premier, c'est un recul des recettes TVA dû aux attentats. Le second, c'est un recul des recettes en précompte mobilier et en ver-*

sements anticipés qui est majoritairement dû à la baisse des taux d'intérêts. »

Eviter les mauvaises surprises

Il n'en reste pas moins qu'il faudra d'abord trouver 1,3 milliard pour remettre le budget 2016 dans les clous. Et, échaudé, le gouvernement pourrait même décider de dégager un tampon supplémentaire d'un milliard d'euros. Objectif : compenser les éventuelles mauvaises surprises.

Les observateurs ne se font toutefois pas trop d'illusion : le budget doit être bouclé pour octobre et dégager pareils montants avec des économies et rentrées fiscales planifiées jusqu'au 31 décembre, c'est un délai trop court. Des montants seront reportés à 2017, et viendront donc s'ajouter à la facture de l'an prochain, déjà estimée par le comité de monitoring à 1,1 milliard.

La négociation ne sera pas une partie de plaisir. La paternité politique d'une éventuelle hausse de la pression fiscale sera très difficile à porter. La presse financière rappelait encore ce week-end que les taxes avaient

déjà augmenté de 10 milliards d'euros depuis 2009, à charge, pour une partie substantielle (5 milliards) des ménages.

Afin de diluer la douloureuse et de permettre à chaque parti de sortir avec un trophée, une technique habituelle pourrait à nouveau être mise en œuvre : prendre des réformes structurelles, comme une baisse de l'impôt des sociétés ou une réforme du marché du travail. Ceci permet des annonces d'économies massives, mais permet aussi de montrer que le gouvernement tente d'adapter l'économie belge pour la rendre plus performante. C'est ainsi que l'an dernier, le gouvernement avait annoncé des hausses de fiscalité, mais aussi un coup de pouce au pouvoir d'achat dans le fameux « tax shift », le glissement fiscal, censé soulager la fiscalité sur le travail.

Restera alors la dernière ligne droite vers l'équilibre budgétaire : trouver environ 5 milliards pour 2018. Nul doute que les questions budgétaires s'étendront au-delà de la rentrée de septembre. ■

BERNARD DEMONTY